



**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**  
**PAYS: NIGER**  
**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL ANNUEL**  
**DATE DE RAPPORT: OCTOBRE 2018**

<b>Titre du projet:</b> REINSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES EX-COMBATTANTS DE BOKO HARAM, DES VICTIMES ET DES RELAXES DANS LA REGION DE DIFFA	
<b>Numéro Projet / MPTF Gateway:</b>	
<b>Modalité de financement PBF:</b> <input checked="" type="checkbox"/> IRF <input type="checkbox"/> PRF	<b>Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"):</b> <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional <b>Nom du fonds fiduciaire:</b>
<b>Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc):</b> • PNUD • OHCHR <b>Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux):</b> • Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses - Direction des Affaires Religieuses - Direction Générale de l'Administration Territoriale et la Deconcentration	
<b>Date de début du projet<sup>1</sup>:</b> Octobre 2017 <b>Durée du projet en mois :<sup>2</sup> 18</b>	
<b>Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:</b> <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
<b>Budget PBF total approuvé* (par agence récipiendaire):</b> PNUD : \$ 840 000 OHCHR : \$ 57 000 : \$ : \$ Total: \$897 000 <i>*Le budget total approuvé et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</i> <b>Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet: 1</b>	

<sup>1</sup> La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations récipiendaires.

<sup>2</sup> La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois.

**Préparation du rapport:**

Rapport préparé par: Abdoulay Baldé, CTP Paix et Sécurité, Kane Ismail Abdoulaye, Analyste de Programme Droits Humains

Rapport approuvé par: Nicole Kouassi, DRR/P

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Rapport a été revu par le secrétariat PBF

Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport: La mise en oeuvre du projet est très complexe et la clarification du statut juridique des repentis et du camp de Goudamaria ne permettent pas au projet de faire des progrès.

Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veuillez attacher le rapport:  
Non

## NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

## PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET

### 1.1 Progrès global du projet actuellement

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

Un projet très sensible et premier du genre au Niger qui vise à réinsérer les ex-combattants de Boko Haram cantonnés dans un camp. La lenteur du projet est également due au fait que le statut juridique des détenus repentis de Boko Haram n'a pas été déterminé. Un projet de décret est en cours de signature afin de déterminer le statut juridique des personnes détenues dans le camp de Goudoumaria (centre d'internement administratif des personnes associées au groupe terroriste Boko Haram ayant fait acte de reddition volontaire). Vue la nature du projet, une micro-évaluation a permis d'évaluer les capacités du ministère de l'Intérieur, qui est l'institution 'lead' du projet. Les capacités du ministère de l'Intérieur ont été évaluées de manière non-satisfaisante. Le PNUD pour mitiger les risques, a signé une lettre d'accord avec le Ministère de l'intérieur avec condition de gestion Demande de Paiement Directe (DPD).

Compte tenu de la situation / besoins de transition politique / de consolidation de la paix / situation actuelle / récente dans le pays, le projet a-t-il été / est-il toujours **pertinent et bien placé** pour traiter les facteurs de conflit / sources potentielles de tensions? Veuillez illustrer concrètement. Si le projet est toujours en cours, des ajustements sont-ils nécessaires? (Limite de 1500 caractères)

Le projet est toujours très valable, mais mis en œuvre lentement, en raison de la sensibilité ses interventions du projet. Pour retenir les ex-combattants dans le centre, le processus de déradicalisation, des appuis santé et alimentation sont en cours avec un petit appui en activités génératrices de revenus. Pour réduire les frustrations des communautés d'accueil qui commencent à produire des conflits latents en raison du sentiment de négligence par rapport au soutien humanitaire et de développement fourni aux ex-combattants, les activités d'intérêts communautaires seront mises en œuvre pour renforcer la coexistence pacifique.

Afin de garantir le respect des droits humains dans les procédures judiciaires engagées, un suivi du déroulement des procès sera effectué pour assurer le respect du droit à un procès équitable et le respect des droits humains en général à travers des campagnes de sensibilisation et de formation des acteurs clés sur les principes fondamentaux des droits humains.

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

- L'approche participative dans l'identification des activités et l'élaboration du plan de travail annuel a permis d'identifier les besoins réels des repentis de Boko Haram, de la communauté et de détecter les conflits intercommunautaires latents ;
- L'existence de plans de stabilisation a permis de prendre en compte les besoins réels des communautés locales par une meilleure insertion des activités des ex-combattants au sein des communautés d'accueil ;

- L'approche utilisée par le PNUD pour mettre en œuvre ce projet a permis l'implication active des autorités au niveau central (ministères de l'Intérieur, de la Justice) et une appropriation par les autorités locales (gouverneur, président du conseil régional, maires des municipalités et services techniques déconcentrés) ;
- Il est nécessaire de mettre en place un mécanisme de coordination au niveau de Diffa pour éviter la duplication des interventions au sein du centre;
- Une micro-évaluation a permis d'évaluer les capacités du ministère de l'Intérieur, qui est l'institution 'lead' du projet. Ces capacités ont été évaluées de manière non-satisfaisante. Le PNUD pour mitiger les risques, a signé une lettre d'accord avec le Ministère de l'intérieur avec condition de gestion Demande de Paiement Directe (DPD).  
Pour le volet des droits de l'homme, l'élaboration de fiche de monitoring des procès a été une innovation majeure ayant permis à la CNDH de se doter d'outils indispensables à une bonne observation des procès en la matière.

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en œuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options):  
on track

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

- Résultat 1 : Les ex combattants de Boko Haram et les relaxés sont mieux intégrés, vivent dans la paix et en harmonie dans les communautés de façon autonome (PNUD);
- 100% Electrification du centre avec un système d'énergie solaire - \$133,200US ;
  - La demande pour la construction des ateliers de formation pour 180 ex combattants en cours de paiement par le PNUD - \$ 21,802US ;
  - La demande pour l'équipement des ateliers de formation pour 180 ex combattants en cours de paiement par le PNUD - \$ 32,383US
  - La demande pour l'appui alimentaire et prise en charge médicale de 250 personnes en cours de paiement par le PNUD - \$ 39,500US ;
  - 2 manuels (sur la déradicalisation et la citoyenneté) éclatés en 9 modules ont été conçus;
  - 51 personnes formées sur la déradicalisation et l'initiation à la citoyenneté.
- Résultat 2 : Le respect des droits humains des ex-combattants et relaxés est assuré en vue d'une coexistence pacifique (OHCHR).
- 2000 personnes dont 45% de femmes sensibilisées sur les droits humains du 14 au 24 mai 2018 dans les communes de Maïné Soroa, Bosso, Gueskérou, Toumour, Goudoumaria. Les groupes cibles sont les populations en général, en particulier les élus locaux, les chefs traditionnels, les OSC, etc. ;
  - Formation de 25 moniteurs de la CNDH (dont 5 femmes) sur le monitoring du respect des principes fondamentaux du procès équitable pour les personnes présumées impliquées dans les attaques de Boko Haram. Nombre de procès observés : 10 procès impliquant 35 détenus.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

- Les ex-combattants
- Ils ont été déradicalisés ;

- Ils suivent une formation professionnelle pour acquérir des compétences spécifiques ;
- Processus psychosocial en cours ;
- Formés à la prévention des extrémismes violents.

Les communautés

- Sensibilisées au pardon des repentis et des ex-combattants ;
- Sensibilisées au vivre ensemble et à la coexistence pacifique pour renforcer la cohésion sociale ;

• Ils sont entrain de bénéficier des appuis socioéconomiques pour réduire les frustrations subies pour manque d'appuis par rapport à ce qui est en train d'être fait aux des réfugiés, aux personnes déplacées et aux ex-combattants.

L'observation du déroulement des procès a permis à la CNDH de relever les manquements liés au respect des droits fondamentaux du procès équitable. Ces manquements sont notamment l'insuffisance de l'assistance judiciaire aux personnes jugées, la plupart des détenus ne sont pas assisté d'un conseil, la barrière linguistique du fait de l'insuffisance des interprètes surtout dans certaines langues parlées essentiellement par les prévenus notamment le kanuri et le boudouma alors que que les audiences se déroulent en français, etc.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

RAS

Si l'évaluation de l'avancement du projet est en retard, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

- Manque de statut pour les repentis dans le centre de Goudoumaria. Il y a un projet de décret dans le circuit de signature qui détermine le statut du centre et des ex-combattants et repentis;
- Pour des raisons de sécurité, l'accès est limité au centre, ce qui ralentit la mise en œuvre des activités. Seuls les autorités ont un accès direct au centre. Les missions à Goudoumaria sont toutes escortées;
- Faibles capacités techniques et opérationnelles de gestion du ministère de l'Intérieur. Le PNUD pour mitiger les risques, a signé une lettre d'accord avec le Ministère de l'intérieur avec condition de gestion Demande de Paiement Directe (DPD) avec un suivi de la mise en œuvre très rapproché et des renforcements des capacités. Compte tenu de ces retards enregistrés et toujours en cours, la durée du projet devra être prorogée.

Veuillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

## 1.2 Progrès par résultat du projet

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

**Résultat 1:** Résultat 1 : Les ex combattants de Boko Haram et les relaxés sont mieux intégrés, vivent dans la paix et en harmonie dans les communautés de façon autonome (PNUD);

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track**

**Résumé du progrès:** Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

- 100% Electrification du centre avec un système d'énergie solaire ;
- La demande pour la construction des ateliers de formation pour 180 ex combattants en cours de paiement par le PNUD ;
- La demande pour l'équipement des ateliers de formation pour 180 ex combattants en cours de paiement par le PNUD ;
- La demande pour l'appui alimentaire et prise en charge médicale de 250 personnes en cours de paiement par le PNUD ;
- 51 personnes dont des formateurs, des leaders d'opinions et des autorités administratives, locales et coutumières ont été formées sur la déradicalisation et l'initiation à la citoyenneté du 15 au 20 juillet 2018) venant des communes de Toumour, Bosso, Kabaléwa et N'guingmi.

**Résultat 2:** Résultat 2 : Le respect des droits humains des ex-combattants et relaxés est assuré en vue d'une coexistence pacifique (OHCHR).

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

- 2000 personnes sensibilisées sur les droits humains du 14 au 24 mai 2018 dans les communes de Mainé Soroa, Bosso, Gueskérou, Toumour, Goudoumaria. Les groupes cibles sont les populations en général, en particulier les élus locaux, les chefs traditionnels, les OSC, les groupements féminins et des jeunes, etc. ;
- 25 moniteurs de la Commission Nationale de Droits Humaines (dont 5 femmes) formés sur le monitoring du respect des principes fondamentaux du procès équitable pour les personnes présumées impliquées dans les attaques de Boko Haram. Nombre de procès observés : 10 procès impliquant 35 détenus.

**Résultat 3:**

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **Please select one**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

#### **Résultat 4:**

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **Please select one**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

### 1.3 Questions transversales

<p><b><u>Appropriation nationale:</u></b> Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères)</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Justice s'emploient à déterminer le statut juridique du centre de détention et le statut juridique des détenus du camp des repentis;</li><li>• Le centre de détention est sous la direction du ministère de l'Intérieur ;</li><li>• Des modules de formation sur la déradicalisation et la citoyenneté ont été élaborés par le département des affaires religieuses et coutumières du ministère de l'Intérieur ;</li><li>• Les formations des formateurs (leader religieux, leaders communautaires etc) ont été menées par le ministère de l'intérieur ;</li><li>• Le ministère de l'Intérieur est responsable de la construction des ateliers de formation dans le camp, de fournitures médicales aux détenus, de l'alimentation des détenus et des conditions de vie générales des détenus.</li></ul> <p>Une fiche d'observation d'audience et un canevas de rapport d'observation ont été élaborés et 25 moniteurs ont été formés à leur usage-</p>
<p><b><u>Suivi:</u></b> Le plan de S &amp; E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Des missions conjointes sont organisées dans le camp comprenant le ministère de l'Intérieur, le ministère de la Justice, les autorités locales et le PNUD. Le PNUD dispose d'un agent du suivi et de l'évaluation chargé de la collecte des données et de l'élaboration des rapports. Les missions sur le terrain et les rapports sont faits chaque trimestre.</p>
<p><b><u>Évaluation:</u></b> Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en œuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>RAS</p>
<p><b><u>Effets catalytiques (financiers):</u></b> Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà?</p>	<p>RAS</p>

(Limite de 1500 caractères)	
<b>Effets catalytiques (non financiers):</b> Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères)	L'accent mis sur l'assistance aux ex-combattants de Boko Haram a créé une frustration chez les communautés hôtes qui se voient négligées. Le PNUD et le HCR ont élaboré un projet visant à réduire les frustrations des communautés d'accueil grâce à l'assistance socio-économique. Les processus de relèvement et de stabilisation sont en cours avec le soutien financier du gouvernement et la coopération de l'Allemagne, du Danemark et d'autres partenaires. Ceci vise aussi à préparer les communautés à accueillir facilement les anciens combattants pour faciliter leur réintégration.
<b>Stratégie de sortie / durabilité:</b> Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères)	Le fait que toutes les interventions soient sous la direction du ministère de l'Intérieur et des autorités locales a encouragé l'appropriation nationale. Deuxièmement, il est prévu de mettre en place un mécanisme de coordination au niveau de Diffa pour éviter la duplication des interventions au sein du centre et pour assurer la durabilité des résultats du projet. L'élaboration d'outils d'observation des procès et la formation d'un pool de moniteurs permettra à la CNDH de disposer de l'expertise nécessaire pour faire le suivi du respect des droits à un procès équitable aussi bien dans le domaine du terrorisme que dans les autres domaines de droit commun.
<b>Prise de risques :</b> Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères)	La micro-évaluation des capacités du ministère de l'Intérieur (non-satisfaisante) a permis le PNUD de mitiger les risques en signant une lettre d'accord avec le Ministère de l'intérieur avec condition de gestion Demande de Paiement Directe (DPD) avec un suivi strict du PNUD..
<b>Égalité entre les sexes :</b> Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères)	Pas particulièrement pour les femmes, cependant des activités de sensibilisation et de formation ont touché les femmes, par exemple : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation de 25 moniteurs de la CNDH (dont 5 femmes) sur le monitoring du respect des principes fondamentaux du procès équitable pour les personnes présumées impliquées dans les attaques de Boko Haram. Nombre de procès observés : 10 procès impliquant 35 détenus.</li> </ul>
<b>Autre:</b> Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)	Concernant le statut du centre des repentis de Boko Haram : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le projet de loi modifiant le Code Pénal porté par le Ministre de la justice. Il a été introduit au Secrétariat General du Gouvernement qui l'a ventilé à la cour constitutionnelle pour contrôle de constitutionnalité. La Cour l'a jugé constitutionnel. Il reste à le faire</li> </ul>

	<p>passer au Conseil de cabinet et au conseil des ministres avant de le ventiler à l'Assemblée nationale.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le statut du centre de Goudoumaria pour lequel le Ministre de l'Intérieur attend l'adoption de la loi modifiant le code pénal pour prendre un arrêté pour ériger le centre d'internement administratif.</li></ul>
--	---

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:** Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
<b>Résultat 1</b> Les ex combattants de Boko Haram, les victimes et les relaxés sont mieux intégrés, vivent dans la paix et en harmonie dans les communautés de façon autonome.	Indicateur 1.1 Pourcentage de libérés et ex combattants jugeant satisfaisants le programme de déradicalisation et d'éducation de citoyenneté.	0%	70%	0%		
	Indicateur 1.2					
	Indicateur 1.3					
Produit 1.1 Le cadre de vie des ex-combattants et des personnes	Indicateur 1.1.1 Nombre des ex-combattants et personnes relaxées	160	500	250		
	Indicateur 1.1.2 Nombre	1	5	2		

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
relaxées est amélioré.	d'infrastructures additionnels construites et opérationnels					
Produit 1.2 Les ex-combattants, les personnes relaxées, victimes de Boko Haram et les populations hôtes sont sensibilisées sur les méfaits de la radicalisation, et éduqués sur la citoyenneté.	Indicateur 1.2.1 Nombre de personnes (ex-combattants, population hôte) ayant acquis des nouvelles connaissances sur la deradicalisation et la citoyenneté	0	1200	50		
	Indicateur 1.2.2					
Produit 1.3 L'accès aux opportunités économique mixte des ex-combattants,	Indicateur 1.3.1 Nombre de personnes dont les moyens d'existence ont été créés/renforcés	0	200	0		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
les relaxées et populations hôtes est amélioré.	désagrégé par sexe					
	Indicateur 1.3.2					
<b>Résultat 2</b> : Le respect des droits humains des ex-combattants et relaxés est assuré en vue d'une coexistence pacifique.	Indicateur 2.1 Pourcentage de libérés et ex-combattants jugeant satisfaisants le programme de sensibilisation et de formation aux droits de l'homme	0%	70%	15%		
	Indicateur 2.2					
	Indicateur 2.3					
Produit 2.1 Un procès équitable répondant aux normes internationales à l'endroit de 1200 ex-	Indicateur 2.1.1 Nombre de procès suivi ayant abouti à une décision de justice et conformes aux principes de procès équitables	0	1200	10		

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
combattants est assuré	Indicateur 2.1.2 Nombre cumulé de violations des droits de l'homme constatées	0	à déterminer	0		
Produit 2.2 Le mécanisme de réparation des victimes des crimes commis par Boko Haram est examiné et intégré dans le processus législatif d'amnistie.	Indicateur 2.2.1 Un document d'avant-projet de loi d'amnistie intégrant est élaboré et validé	0	1	0		
	Indicateur 2.2.2					
Produit 2.3 Les garanties de non-réurrence et de réconciliation	Indicateur 2.3.1	150	2000			
	Indicateur 2.3.2					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
n pour faciliter la réintégration dans les communautés sont identifiées et mises en œuvre.						
<b>Résultat 3</b>	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					
	Indicateur 3.3					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
<b>Résultat 4</b>	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
	Indicateur 4.3					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

## **PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET**

### **2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet**

Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet: *on track*

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quel est le niveau global des dépenses par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent: *une tranche*

Quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante, si des tranches restent à payer: *Il faudra attendre l'évolution du statut juridique des repentis et d'autres activités préliminaires comme pour faire appel à la deuxième tranche.*

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

*La clarification du statut juridique des repentis et les disputes autour des modalités de mise en oeuvre avec le Gouvernement qui ont pris plus de 6 mois avec des micro-évaluations.*

Veillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour: *N/A*

Veillez remplir et joindre l'annexe A sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.